

## II- Les relations extérieures du Québec

Manon Tessier

Volume 24, numéro 2, 1993

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703174ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703174ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Tessier, M. (1993). II- Les relations extérieures du Québec. *Études internationales*, 24(2), 412–419. <https://doi.org/10.7202/703174ar>

République slovaque, M. Marc Lortie, ambassadeur au Chili et M. Peter Walker, ambassadeur en Autriche. M. Bernard Gagosz devient, quant à lui, consul général à Seattle. (Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, *Communiqué no 3*, 6 janvier 1993). De plus, le Premier ministre canadien confie à M. Reid Morden la responsabilité d'être son représentant personnel aux Sommets économiques du G-7. (Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 6 janvier 1993).

11 janvier : M. Yves Fortier accepte d'être le négociateur en chef de l'équipe canadienne chargée de réviser le traité du saumon du Pacifique avec les États-Unis. (*Le Devoir*, 12 janvier 1993, p. 2).

## II—Les relations extérieures du Québec

(janvier à mars 1993)

### A — Aperçu général

Les relations internationales du Québec se sont caractérisées ce trimestre par une dimension nettement économique. En effet, au carnet de voyage du ministre des Affaires internationales figuraient, en trois mois, des missions commerciales dans huit pays et, à chacune de ces occasions, une délégation de gens d'affaires québécois était adjoint au voyage. Même entre ses séjours à l'étranger, M. Ciaccia se concentrait sur des questions de nature économique, telles que le dossier du libre-échange nord-américain. Il présidait d'ailleurs une Commission parlementaire sur ce sujet.

D'autre part, après un ajournement de plus de deux mois, l'Assemblée nationale reprenait ses travaux le 9 mars en l'absence du Premier ministre du Québec toujours en période de convalescence<sup>1</sup>. L'état de santé de M. Bourassa avait aussi des répercussions sur son agenda politique à l'étranger. En effet, il dut annuler la tournée prévue du 28 janvier au 10 février en Europe<sup>2</sup>.

### B — Les politiques économiques et commerciales

Le gouvernement québécois publiait en février une étude intitulée «Le Québec et l'accord de libre-échange nord-américain» afin d'exposer sa position à la population et lancer le débat sur les défis que pose cet accord pour le Québec<sup>3</sup>. Des discussions et des consultations officielles avaient lieu le mois suivant alors qu'une Commission parlementaire était convoquée

1. André BELLEMARE, *Le Devoir*, 8 mars 1993, p. A3 ; Pierre APRIL, *La Presse*, 10 mars 1993, cité par *L'Argus*, 10 mars 1993, p. A1.

2. André BELLEMARE, *Le Devoir*, 12 janvier 1993, p. 3.

3. Gouvernement du Québec, *Le Québec et l'Accord de libre-échange nord-américain*, 1993, 96p. ; Ministre des Affaires internationales, *Communiqué de presse*, 15 février 1993 ; Michel VENNE, *Le Devoir*, 16 février 1993, p. A4 ; Réal LABERGE, *Le Soleil*, 16 février 1993, cité par *L'Argus*, 16 février 1993, pp. A1-A2.

sur ce sujet<sup>4</sup>. Le ministre Ciaccia s'employait durant ces audiences à répondre aux interrogations des participants principalement préoccupés par les mesures d'adaptation, la vulnérabilité de l'industrie du vêtement et les coûts de la main-d'œuvre mexicaine. Sur le premier point, le ministre estimait «suffisant» le nombre des programmes gouvernementaux existant pour faciliter les ajustements des entreprises québécoises à cette nouvelle réalité. Au besoin, précisait-il, le gouvernement veillera à leur réexamen. À propos de l'industrie du vêtement, M. Ciaccia signalait, qu'en dépit de règles d'origine plus contraignantes de l'ALENA, les augmentations des contingents tarifaires contenues dans l'accord permettront à cette industrie d'accroître ses exportations aux États-Unis à des conditions préférentielles. Enfin, concernant une concurrence résultant de l'entrée massive de produits mexicains en raison de bas salaires, le ministre soulignait que ce phénomène ne se limitait pas au Mexique et que d'autres facteurs, tels que la valeur du dollar canadien ou la spécialisation de la main-d'œuvre canadienne, primeront dans le choix des coûts de production<sup>5</sup>. À l'issue de la Commission, le ministre se disait heureux de constater l'unanimité des participants en faveur de la libéralisation des échanges et leur intérêt pour l'ALENA<sup>6</sup>.

### C — Les politiques d'immigration

Tel que prévu, les premiers réfugiés bosniaques arrivaient au Québec à la fin de janvier. Ils étaient accueillis par des compatriotes déjà établis dans la région ainsi que par la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles. Rappelons que le Québec a accepté de recevoir quelque 500 réfugiés de l'ex-Yougoslavie<sup>7</sup>.

D'autre part, un nouveau règlement concernant la sélection des ressortissants étrangers entrant en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier. Les principaux changements apportés par cette réglementation concernent l'évaluation de l'expérience et de l'aptitude des entrepreneurs et des travailleurs autonomes<sup>8</sup>.

### D — Le Québec et la Francophonie

Pour une troisième année consécutive, le Québec a souligné la Journée de la Francophonie, le 20 mars. Le calendrier des activités s'est réparti du 15 au 26 mars et, parmi celles-ci, soulignons la reprise du jumelage entre des députés de l'Assemblée nationale du Québec et des diplomates francophones en poste à Ottawa, Montréal ou Québec. Cet événement a touché cette année treize comtés au Québec, soit le double de l'an dernier<sup>9</sup>.

4. Ministre des Affaires internationales, *Communiqué de presse*, 8 mars 1993 et *Communiqué de presse*, 9 mars 1993; Réal LABERGE, *Le Soleil*, 10 mars 1993, cité par *L'Argus*, 10 mars 1993, p. A.18; *Le Devoir*, 13-14 mars 1993, p. A5.

5. Ministre des Affaires internationales, *Communiqué de presse*, 10 mars 1993.

6. Ministre des Affaires internationales, *Communiqué de presse*, 11 mars 1993.

7. *Le Devoir*, 25 janvier 1993, p. 2; *The Gazette*, 24 janvier 1993, p. A3.

8. *Lettre du Québec*, vol. 6, no 4, février 1993, p. 6.

9. Ministère des Affaires internationales, *Communiqué de presse*, 12 mars 1993 et deux communiqués de presse, le 15 mars 1993.

Par ailleurs, notons que le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, M. Gaston Blackburn, s'est rendu à Port-Louis, capitale de l'île Maurice, où il a participé à la XXIV<sup>e</sup> session de la CONFESJES (Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports d'expression française) qui s'est tenue du 17 au 24 janvier. Les ministres présents ont alors examiné une quarantaine de projets de coopération et fait le point sur l'organisation des II<sup>e</sup> Jeux de la Francophonie prévus en juillet prochain<sup>10</sup>.

À ce sujet, signalons que le quotidien *La Presse* avait rapporté en février les détails de l'entente fédérale-provinciale concernant la participation québécoise à ces Jeux. Celle-ci reprend plusieurs aspects de l'accord intervenu pour les premiers Jeux, ceux de 1989, notamment en ce qui a trait à la composition de la délégation canadienne et au protocole à suivre dans l'éventualité de la victoire d'un athlète du Québec ou du Nouveau-Brunswick. Les principaux points en discussion concernaient la conception des uniformes portés par les athlètes lors du défilé d'ouverture et des compétitions<sup>11</sup>.

#### E — Le Québec et les États-Unis

Avant de se diriger vers l'Amérique latine, le ministre des Affaires internationales du Québec, M. John Ciaccia, s'arrêtait en Floride du 18 au 22 mars. Ce séjour était ponctué de rencontres avec des membres d'associations d'affaires de la Floride. Des allocutions étaient également prévues devant la *Greater Miami Chamber of Commerce* et le *Broward Economic Development Council* de Fort Lauderdale<sup>12</sup>.

Dans le domaine du libre-échange, le Québec a demandé le 11 février au groupe spécial d'experts de l'ALE chargé d'étudier le litige américano-canadien du bois d'œuvre de ne pas appliquer un droit compensateur uniforme à l'ensemble du territoire canadien. L'avocat du gouvernement québécois, M. Elliot Feldman, a défendu la position selon laquelle le Québec devrait être traité différemment des autres provinces canadiennes puisqu'il détient l'entière responsabilité de ses forêts et de ses programmes de coupe de bois. Une décision sur cette question doit être rendue sous peu<sup>13</sup>.

Dans le domaine de l'hydro-électricité, signalons ce trimestre qu'un représentant démocrate du Massachusetts, M. James Marzilli, déposait pour une deuxième année consécutive un projet de loi visant à interdire aux gestionnaires de régimes de retraite des employés de cet État d'acheter des obligations d'Hydro-Québec. Ce projet n'avait pu être étudié en 1992 en raison de longs débats sur le budget, de l'ajournement d'été et de la tenue d'élections à l'automne<sup>14</sup>. En février, c'est le comité sénatorial sur l'environnement de l'État du New Hampshire qui tenait des audiences au sujet de

10. *Lettre du Québec*, vol. 6, no 4, février 1993, pp. 1-3.

11. *La Presse*, 17 février 1993, cité par *L'Argus*, 17 février 1993, p. A20.

12. Ministre des Affaires internationales, *Communiqué de presse*, 18 mars 1993.

13. Marie TISON, *Le Devoir*, 12 février 1993, cité par *L'Argus*, 12 février 1993, p. A8.

14. *Le Devoir*, 15 janvier 1993, p. A4.

l'hydro-électricité québécoise. Ce comité étudie une résolution voulant que cet État américain s'oppose à de nouvelles constructions de barrages dans le Nord québécois et annule ses contrats d'électricité avec le Québec. Des représentants autochtones, environnementaux et d'Hydro-Québec venaient exposer leur point de vue devant ce comité<sup>15</sup>.

## F — Le Québec et l'Europe

### 1— La France

La Presse Canadienne rapportait en début de trimestre le contenu d'une lettre adressée au Premier ministre québécois par le chef du gouvernement français, M. Pierre Bérégovoy. Dans cette lettre, M. Bérégovoy explique qu'il a dû se résoudre «avec regret» en raison «des impératifs d'un calendrier politique français et européen très chargé» à reporter à court terme sa visite officielle au Québec. Le Premier ministre français réaffirme également à son homologue québécois son «profond attachement» à la relation «privilegiée» qu'entretiennent la France et le Québec et souligne que, malgré la brisure du rythme régulier des rencontres entre Premiers ministres, cette relation a connu des «développements récents», «notamment dans ses aspects économiques et de coopération». Du côté québécois, rappelait la presse écrite, l'état de santé du premier ministre Bourassa aurait rendu difficile la tenue d'une éventuelle rencontre. Rappelons que la dernière rencontre entre Premiers ministres, soit celle entre MM. Rocard et Bourassa, s'était déroulée à Paris en janvier 1989<sup>16</sup>.

Des contacts ministériels à d'autres échelons de la classe politique avaient néanmoins lieu plus tard dans le trimestre. Par exemple, le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, M. Gaston Blackburn, était en France à la fin de janvier pour participer à des séances de travail dans le cadre du jumelage des rivières Dordogne et Jacques-Cartier<sup>17</sup>. Il était suivi en mars par le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, M. Gérald Tremblay, qui faisait la promotion de sa stratégie de développement économique<sup>18</sup>.

### 2— L'Espagne

Le gouvernement québécois accueillait en fin de trimestre une délégation espagnole dirigée par le ministre catalan de la Culture, M. Joan Guitart i Agell. Le but premier de ce séjour était la coopération dans le domaine de la muséologie mais le ministre catalan rencontrait également M. Guy Rivard, ministre québécois responsable de la Francophonie, afin de discuter de collaboration institutionnelle<sup>19</sup>.

15. Voir Pierre GINGRAS, *La Presse*, 13 février 1993, cité par *L'Argus*, 16 février 1993, pp. A12-A13 ; *The Boston Globe*, 7 et 9 février 1993, cité par *Le Québec vu de l'étranger*, mars 1993, pp. 14-15.

16. Michel DOLBEC, *Le Devoir*, 18 janvier 1993, p.2.

17. *Lettre du Québec*, vol. 6, no 4, février 1993, pp. 1-3.

18. *Lettre du Québec*, vol. 6, no 5, mars 1993, pp. 4-5.

19. Ministère des Affaires internationales, *Communiqué de presse*, 31 mars 1993.

### 3- L'Italie

Après son passage au Qatar, le ministre des Affaires internationales se rendait en Italie, poursuivre ses activités de nature économique. Il participait notamment à un séminaire de la Chambre de commerce de Milan où il prononçait un discours sur les possibilités d'investissements qu'offre le Québec dans le contexte du libre-échange nord-américain<sup>20</sup>.

Plus tard en février, c'est le ministre du Tourisme, M. André Vallerand, auquel se joignent des représentants du milieu touristique, qui participait à Milan aux activités de la *Borsa Internazionale Del Turismo*, un événement destiné à faire la promotion des attraits touristiques d'une région et augmenter sa visibilité internationale<sup>21</sup>.

### 4- Les Pays-Bas

Le ministère des Affaires internationales et le Centre de commerce mondial de Montréal s'associaient en mars pour la tenue d'un nouveau séminaire-marché sur les Pays-Bas. Cette activité permettait aux entreprises québécoises de recueillir des informations sur les occasions d'affaires dans le marché néerlandais<sup>22</sup>.

### 5- Le Royaume-Uni

Après l'Égypte, le Qatar et l'Italie, le ministre Ciaccia terminait sa mission économique au Royaume-Uni où il s'entretenait avec son vis-à-vis britannique ainsi qu'avec divers représentants du milieu industriel. Il était aussi invité à titre de conférencier par la Chambre de commerce Canada-Royaume-Uni<sup>23</sup>.

## G — Le Québec et l'Amérique latine

Après son escale aux États-Unis, le ministre des Affaires internationales, M. John Ciaccia, pilotait au Mexique et en Colombie des missions économiques qui se sont respectivement déroulées du 23 au 27 mars et du 28 mars au 1<sup>er</sup> avril<sup>24</sup>. La presse écrite qui suivait l'événement rapportait avec détails l'accueil réservé au ministre québécois et à sa délégation par les autorités mexicaines et sa rencontre avec le Président, M. Carlos Salinas de Gortari<sup>25</sup>. Ces rencontres permettaient la réalisation des objectifs de ce séjour, à savoir des discussions sur l'ALENA et sur le partenariat entre gens

20. Ministre des Affaires internationales, *Communiqué de presse*, 25 janvier 1993.

21. *Québec Update*, vol. xv, no 5, march 15, 1993, p. 4.

22. Ministère des Affaires internationales, *Communiqué de presse*, 4 mars 1993; *La Presse*, 5 mars 1993, cité par *L'Argus*, 5 mars 1993, p. A3.

23. Ministre des Affaires internationales, *Communiqué de presse*, 25 janvier 1993.

24. Ministre des Affaires internationales, *Communiqué de presse*, 18 mars 1993.

25. *Le Devoir*, 23 mars 1993, p. A5 et 26 mars 1993, pp. A1-A10; *Le Journal de Québec*, 23 mars 1993, cité par *L'Argus*, 23 mars 1993, p. A5; voir aussi *Le Journal de Québec*, 15 mars 1993, cité par *L'Argus*, 15 mars 1993, p. B6.

d'affaires québécois et mexicains. La Délégation du Québec à Mexico profitait aussi de la venue de la mission pour publier dans la presse mexicaine une page publicitaire faisant la promotion du Québec et rappelant que cette province partage des racines latines communes avec le Mexique.

En Colombie, M. Ciaccia était rejoint par une autre délégation de gens d'affaires mais les objectifs du séjour demeuraient les mêmes qu'au Mexique, c'est-à-dire la promotion de liens économiques. Pour ce faire, le ministre québécois devait rencontrer les ministres colombiens responsables du commerce, de développement industriel et des relations extérieures. La signature d'un accord de coopération entre le Québec et la Colombie concluait ce séjour à l'étranger<sup>26</sup>.

#### H — Le Québec et le Moyen-Orient

Le 25 janvier, le ministre des Affaires internationales, M. John Ciaccia, entreprenait une mission économique en Égypte et au Qatar<sup>27</sup> qu'il poursuivait ensuite en sol européen. Ces deux escales représentaient encore une fois des occasions de faire valoir l'expertise québécoise dans différents secteurs et de rencontrer des ministres, des gens d'affaires et des investisseurs potentiels. Le séjour de M. Ciaccia au Caire coïncidait avec la déclaration du chef du Parti québécois à l'effet que les Québécois pourraient accéder à l'indépendance en 1995, sans l'appui des non-Francophones. Le quotidien du Caire *The Egyptian Gazette* rapportait notamment l'affaire<sup>28</sup> et M. Ciaccia déclarait que les propos de M. Parizeau «nuisent à la réputation du Québec à l'étranger»<sup>29</sup>.

D'autre part, un autre ministre québécois, M. Sam Elkas, responsable des Transports, préparait ce trimestre une mission économique au Moyen-Orient. Celle-ci est prévue du 21 au 30 avril et comptera comme principale étape l'Arabie saoudite. Aucune confirmation n'était toutefois annoncée avant la fin du trimestre<sup>30</sup>.

#### I — Le Québec et la Chine

À la tête d'une délégation de neuf sociétés québécoises, M. Ciaccia a effectué en Chine, du 19 février au 2 mars, une mission économique spécialisée dans les secteurs de l'énergie et des télécommunications. Cette mission s'inscrit, d'une part, dans la continuité des efforts menés au cours des derniers mois pour améliorer les échanges commerciaux avec la Chine

26. Ministre des Affaires internationales, *Communiqué de presse*, 30 mars 1993; *Le Soleil*, 30 mars 1993, cité par *L'Argus*, 30 mars 1993, p. A11.

27. Ministre des Affaires internationales, *Communiqué de presse*, 25 janvier 1993.

28. *The Egyptian Gazette*, 27 janvier 1993; *The Daily Journal* (Vénézuéla), 25 janvier 1993 et *The Washington Post*, 28 janvier 1993, cité dans *Le Québec vu de l'étranger*, janvier-février 1993, pp. 11-12.

29. Ministre des Affaires internationales, *Communiqué de presse*, 27 janvier 1993.

30. *La Presse*, 30 mars 1993, cité par *L'Argus*, 30 mars 1993, p. A11.

et répond, d'autre part, à l'invitation lancée en octobre dernier par le ministre chinois des Postes et des Télécommunications. La mission québécoise s'est rendu à Beijing, capitale nationale, à Wuhan, capitale de la province de Hubei, à Chengdu, capitale du Sichuan, et à Guangzhou, capitale provinciale du Guangdong<sup>31</sup>.

## J — Chronologie thématique\*

### *Engagement international du Québec en matière d'environnement* janvier :

On apprend que le gouvernement québécois se déclare, par décret du Conseil des ministres, «lié» à la Convention sur la diversité biologique ainsi qu'à celle sur les changements climatiques. Ces décrets prévoient que le Québec «sera partie prenante aux discussions nationales et internationales» mais qu'il définira «ses propres politiques, stratégies et programmes». (*Le Devoir*, 8 janvier 1993, p.2).

### *Les Québécois et la Floride* 19 janvier :

Des représentants de la délégation du Québec à Atlanta, du monde des affaires et de la communauté québécoise du sud de la Floride manifestent devant les locaux du quotidien *Sun Sentinel* pour la parution dans son hebdomadaire *xs* d'un feuillet portant sur les vacanciers québécois en Floride. C'est la deuxième fois en deux ans qu'un article paru dans ce journal crée des remous au Québec. (*Le Devoir*, 20 janvier 1993, p. A3 ; *xs*, 13-19 janvier 1993, cité par *Le Québec vu de l'étranger*, janvier-février 1993, pp.39-47).

### *L'OFQJ* 9 février :

L'Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ) célèbre le 25<sup>e</sup> anniversaire de sa création. Le ministre Guy Rivard souligne à cette occasion que l'OFQJ modernise son approche en concentrant les échanges entre des jeunes québécois et français dans des secteurs prometteurs d'avenir. (Ministère des Affaires internationales, *Communiqué de presse*, 9 février 1993).

### *Les élections à Madagascar* 10 février :

Le leader de l'Opposition à l'Assemblée nationale, M. Guy Chevrette, est au nombre des observateurs internationaux qui surveillent le second tour des élections présidentielles malgaches. M. Chevrette fait

31. Ministère des Affaires internationales, *Communiqué de presse*, 19 février 1993.

\* Cette chronologie n'est pas exhaustive. Elle mentionne essentiellement des événements non rapportés dans les rubriques précédentes.



partie de cette mission à titre de parlementaire de l'AIPLF (Assemblée internationale des Parlementaires de langue française). (*Le Soleil*, 7 février 1993, cité par *L'Argus*, 9 février 1993, p. A2; *La Tribune*, 6 février 1993, cité par *L'Argus*, 16 février 1993, p. A23.)

*Séjour du chef de l'Opposition à l'étranger*  
début mars :

Le chef du Parti québécois, M. Jacques Parizeau, se rend successivement à Washington et à Paris en visite officielle. Sa visite aux États-Unis, sa quatrième, lui permet de rencontrer des hauts fonctionnaires et divers congressistes en plus de prononcer des discours devant le *Center for Canadian Studies*, le *Council on Foreign Relations* et l'*Atlantic Council of the United States*. Il discute alors de l'avenir du Québec au sein du système commercial américain et de l'échéancier nationaliste québécois. Ce dernier sujet représente le thème central de sa visite en France, principalement marquée par son accueil à l'Élysée et sa rencontre avec le Président français. Outre M. Mitterrand, M. Parizeau rencontre notamment MM. Michel Rocard et Raymond Barre ainsi que le chef d'état-major des armées françaises, l'amiral Jacques Lanxade.

*Visite du président du Parlement européen*  
23 au 25 mars :

Dans le cadre d'une visite officielle au Canada, le président du Parlement européen, M. Egon Klepsch, est de passage à Québec. Il a des entretiens avec la Vice-Première ministre, Mme Lise Bacon, et participe à une séance de travail ministériel. Les principaux thèmes abordés lors de ce séjour sont la démocratie, le Parlement européen, la forêt, les autochtones et l'énergie. (Direction des relations parlementaires, Assemblée nationale; *Le Soleil*, 25 mars 1993, cité par *L'Argus*, 25 mars 1993, p. A25).

*Séjour en Europe d'un ministre québécois*  
28 mars au 4 avril :

Mme Liza Frulla-Hébert, ministre des Affaires culturelles, séjourne en Europe afin notamment d'exposer les grandes lignes de sa politique culturelle en Belgique et en Grande-Bretagne. (*Le Devoir*, 1<sup>er</sup> avril 1993, p. A3).